



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2019-52**

Séance du 01 octobre 2019 à dix-huit heures trente

L'an deux mille dix-neuf, le premier octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, salle du conseil municipal, sous la présidence de M. Roger Caizergues,

Présents : MM Caizergues, Joly, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber
Mmes Albigès, Bérard, Bertin, Chibani, Fraisse, Pervent.

Absents ayant donné procuration : M. Billette procuration à M. Perez, M. Carbonneill procuration à M. Palau, M. Hervet procuration à M. Petit, Mme Castillo procuration à Mme Bertin, Mme Maury procuration à Mme Albigès, Mme Olivier procuration à M. Caizergues, Mme Vilaplana procuration à M. Joly

Absents excusés : Mme Vella

Secrétaire de séance : Mme Marianne Bertin

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 14

Procurations : 7

Absents : 1

Votants : 21

Date de convocation et affichage

25 septembre 2019

Objet : Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs

M. le maire rapporte que la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR), adoptée le 24 mars 2014 tend à réformer la lisibilité et l'efficacité des politiques publiques du logement. Son objectif est notamment d'améliorer les conditions de dépôt et de gestion des demandes d'attribution de logements sociaux pour davantage de transparence, d'efficacité et d'équité.

La loi ALUR prévoit, pour tout Etablissement Public de Coopération Intercommunale doté d'un P.L.H approuvé, la mise en place d'un Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs (PPGDID), qui définit les orientations destinées à assurer la gestion partagée de la demande et à satisfaire le droit à l'information du demandeur.

Montpellier Méditerranée Métropole a élaboré son projet de PPGDID sous l'égide de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), instance partenariale co-présidée par la Métropole et l'Etat, et qui réunit :

- les maires des communes de la Métropole,
- les bailleurs sociaux et les réservataires de logements sociaux du territoire,
- les associations de locataires et les organismes d'insertion ou de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement.

La Conférence Intercommunale du Logement a vocation globalement à définir des orientations en matière de gestion de la demande et d'attribution des logements sociaux, et à suivre leur mise en œuvre.

En tant que membres de la CIL, les communes ont été associées à l'élaboration du PPGDID à travers leur participation à des ateliers de travail, la réalisation d'entretiens et lors de deux Conférences des Maires réunies les 03/06/2019 et 17/06/2019.

Le projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs définit les orientations destinées à :

- mettre en place une gestion partagée des demandes de logement, reposant sur le Système Nationale d'Enregistrement

- mettre en place un service d'information et d'accueil du demandeur, pour satisfaire le droit à l'information

Ce service d'accueil et d'information des demandeurs a pour objectif de mettre en réseau les différents lieux d'accueil du territoire et d'harmoniser l'information délivrée relative aux logements sociaux.

Quatre niveaux d'accueil ont été identifiés selon trois degrés d'information diffusé au public :

- informations générales (règles d'accès au parc locatif social, modalités de dépôt de la demande),
- informations spécifiques au territoire (critères de priorité, caractéristiques et localisation du parc social, délai d'attente moyen selon les secteurs géographiques et les types de logement)
- informations individuelles du demandeur (enregistrement et instruction de la demande, décision de la commission d'attribution, le rang du demandeur en cas d'attribution, etc.).

Les communes, premier relais de proximité auprès des habitants de la Métropole, ont été identifiées dans le PPGDID pour intégrer ce réseau, et sont invitées à se positionner sur un niveau en fonction du rôle et des missions qui en découlent.

Les orientations définies dans le plan partenarial seront déclinées dans des conventions d'application, qui interviendront entre Montpellier Méditerranée Métropole et les différents partenaires du plan.

La Conférence Intercommunale du Logement du 4 juillet 2019 a donné un avis favorable au projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs qui lui était proposé.

Conformément à l'article L441-2-8 du Code de la Construction et de l'Habitation, le projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs est soumis pour avis aux 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'approbation définitive en Conseil Métropolitain.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

ÉMET un avis favorable au projet de Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs 2020-2025

APPROUVE la labellisation de la commune en tant que lieux d'accueil et d'information du demandeur de logement social de niveau **1 (un)**.

AUTORISE le maire à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

DEMANDE toutefois à ce que sur le budget principal de la Métropole figure une ligne budgétaire prévoyant une aide aux trente et une collectivités de la Métropole, aide qui leur permettra de faire face aux conséquences financières liées à la prise en charge par les structures communales (CCAS), des ménages en difficulté qui occuperont désormais les logements sociaux sur leur territoire communal.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 1^{er} octobre 2019
Roger CAIZERGUES
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 8.2.4